

CRISE FINANCIERE ET RECESSION :

IL FAUT INTERROMPRE L'ACHAT DE BRITISH ENERGY PAR EDF

Alors qu'en France EDF sacrifie ses engagements de long terme et impose une charge excessive à ses usagers, notamment ceux les plus menacés par la crise, il est insupportable de lui voir jouer 16 milliards d'Euro à la bourse britannique, au profit des fonds d'investissement et du gouvernement britannique

L'annonce faite par EDF du rachat de British-Energy (BE) pour 16 milliards d'Euro, à la veille de la crise financière, a été une aubaine pour les actuels actionnaires (Fonds d'investissement internationaux 65%, Etat britannique 35% suite aux aides d'Etat octroyées pour éviter la faillite de BE en 2002), stabilisant le cours de l'action au voisinage d'une valeur plafonnée à leur profit (voir graphique ci-dessous).

Par chance, il ne s'agissait encore que d'une annonce médiatique, et la mise en œuvre de l'OPA correspondante reste à faire, en principe début novembre.

Il est donc encore temps de ne pas acheter British Energy !

La nouvelle situation financière et économique constitue un cas de force majeure pour revoir la totalité du dossier dont les paramètres principaux ont été balayés par les événements récents : perspectives du marché britannique de l'électricité dans la récession annoncée, faisabilité et coût du financement de l'opération par l'emprunt comme il était prévu....

Poursuivre l'opération comme si de rien n'était serait handicaper sérieusement l'avenir d'EDF sur le sol français et apporter un atout aux tenants de la privatisation du nucléaire national (EPR post-Flamanville à Suez ?).

Il faut sauvegarder l'entreprise EDF d'une telle dépense, aussi inutile industriellement (l'expansion nucléaire d'EDF à l'international n'en a pas besoin - voir note de fond ci-jointe) que coûteuse et sur-payée (Avant la crise, le prix proposé par EDF pour acquérir BE était déjà surévalué de 50% ; que dire aujourd'hui ?). Il faut mettre en place un cordon sanitaire autour du nucléaire public en France.

Les meilleures utilisations de ces 16 milliards d'Euro ne manquent pas ! La nouvelle situation les imposent :

Pourquoi ne pas les employer au **rachat par EDF de ses 15% d'actions mises en bourse** (valeur estimée à 10 milliards d'Euro), en profitant de la baisse entraînée par la crise ? Ce serait une mesure phare de **reprise en main de la stratégie énergétique nationale par la puissance publique**.

Pourquoi ne pas **privilegier la lutte contre la « pauvreté énergétique »** (5 millions de foyers en France souffrent d'une facture dépassent 10% de leur revenus), une politique volontariste de réduction tarifaire étant particulièrement judicieuse pour **juguler les effets de la récession sur le pouvoir d'achat des ménages ?**

On comprendra que la proposition de stopper l'achat de British-Energy n'est pas susceptible d'ébranler le consensus politique nucléaire français, qui peut se retrouver, ainsi renforcé, sur des opérations neuves, ciblées et rationnelles en Grande Bretagne ; elle veut au contraire éviter l'instrumentalisation de l'entreprise par ses pires ennemis, qui ne rêvent que de privatiser aussi la réussite du nucléaire français et le ruiner à leur profit. Faire le meilleur usage de la capacité financière accumulée par EDF et GDF depuis des décennies, pour le service public, c'est le meilleur moyen de défendre les intérêts d'EDF-GDF et ceux des citoyens, Français et Britanniques...



Action BE en rouge, CAC 40 en bleu

(source FT-17 octobre 2008)